

Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau  
CS 20105  
71321 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 27/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOC EXPLOIT ET DE TRPTS PERNOT**

2 Chemin de Malaval  
39300 Crotenay

Références : FF/CS/2026/C\_006  
Code AIOT : 0005903227

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement SOC EXPLOIT ET DE TRPTS PERNOT implanté Grange Viron 39700 Audelange. L'inspection a été annoncée le 02/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection vise à vérifier le respect de certaines prescriptions indiquées dans l'arrêté préfectoral complémentaire n°AP-2020-29-DREAL du 24 juin 2020, notamment concernant les conditions d'admission des déchets inertes.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOC EXPLOIT ET DE TRPTS PERNOT
- Grange Viron 39700 Audelange

- Code AIOT : 0005903227
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière initialement autorisée par l'arrêté préfectoral n°156 du 7 février 2007, pour une durée de 20 ans, a été modifiée par arrêté préfectoral complémentaire n°AP-2020-29-DREAL du 24 juin 2020 pour accueillir et éliminer des déchets inertes pour le réaménagement de la carrière, modifier le phasage d'exploitation et les conditions de remise en état.

Concernant l'accueil de déchets inertes, l'installation est autorisée pour un apport annuel maximum de 60 000 m<sup>3</sup>/an, soit 540 000 m<sup>3</sup> jusqu'à la fin de l'autorisation (7 février 2027).

Les déchets proviennent principalement du secteur Jura Dolois.

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Document préalable d'admission	AP Complémentaire du 24/06/2020, article 23.bis.3	Demande d'action corrective	2 mois
7	Plan topographique	AP Complémentaire du 24/06/2020, article 23.bis.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
8	Cas de refus	AP Complémentaire du 24/06/2020, article 23.bis.4	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Description de l'activité	AP Complémentaire du 24/06/2020, article 23.bis.1	Sans objet
2	Procédure d'acceptation préalable	AP Complémentaire du 24/06/2020, article 23.bis.2	Sans objet
4	Opérations de contrôle	AP Complémentaire du 24/06/2020, article 23.bis.4	Sans objet
5	Accusé d'acceptation	AP Complémentaire du 24/06/2020, article 23.bis.4	Sans objet
6	Registre	AP Complémentaire du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'admission	24/06/2020, article 23.bis.4	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place les procédures d'admission des déchets inertes conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 juin 2020.

Les non-conformités constatées sont les suivantes :

- un documents d'acceptation préalable (DAP) n'était pas signé par le producteur des déchets (apport en 2023),
- le plan topographique n'est pas à jour,
- en cas de refus de déchets, l'exploitant ne communique pas au Préfet, les informations contenues dans le registre.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Description de l'activité

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/06/2020, article 23.bis.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets inertes accueillis sur le site sont en majorité (à 90%) stockés de manière définitive (élimination) en remblaiement de la carrière et pour une part moindre recyclés (10 % environ).</p> <p>L'apport annuel maximum est de 60 000 m<sup>3</sup>/an soit 540 000 m<sup>3</sup> jusqu'à la fin de l'autorisation les déchets seront issus de chantiers de terrassement, de voirie, de construction, de rénovation ou de démolition.</p> <p>Ces matériaux proviendront principalement du secteur du Jura Dolois et occasionnellement des communes situées dans un rayon de 40 km autour de la carrière.</p> <p>Les quantités annuelles de déchets inertes éliminées et recyclées sont enregistrées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'apport annuel maximum est de 60 000 m<sup>3</sup>/an est respecté pour les années 2020 à 2025 (entre 30 000 t/an et 89 000 t/an, soit entre 20 000 m<sup>3</sup>/an et 59 000 m<sup>3</sup>/an, en prenant une densité de 1,5 comme indiqué par l'exploitant).</p>

A la fin de l'année 2025, la quantité totale d'apport est d'environ 220 000 m<sup>3</sup>.

Les déchets sont issus de chantiers de terrassement, de voirie, de construction, de rénovation ou de démolition.

Sur le registre d'admission consulté, il est constaté que ces matériaux proviennent principalement du secteur du Jura Dolois (examen par sondage).

Les déchets inertes accueillis sur le site sont très majoritairement stockés de manière définitive (élimination) en remblaiement de la carrière (essentiellement des terres non végétales et des gravats).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Procédure d'acceptation préalable

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 24/06/2020, article 23.bis.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

##### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable des déchets afin de disposer de tous les éléments d'appréciation relatifs à l'acceptation des déchets dans la carrière.

Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés.

Les déchets n'entrant pas dans les catégories mentionnées à l'article 23.bis.5 du présent arrêté sont interdits.

Pour les déchets entrant dans les catégories mentionnées à l'article 23.bis.5 du présent arrêté, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable;
- que les déchets relevant du code 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés.

##### **Constats :**

L'exploitant a mis en place une procédure d'acceptation préalable.

Celle-ci est affichée dans le local de réception, au niveau de l'entrée de la carrière, et rappelle les

critères réglementaires d'acceptation des déchets inertes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Document préalable d'admission**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 24/06/2020, article 23.bis.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Prescription contrôlée :**

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes ;
- la conformité des déchets à leur destination.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins dix ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

**Constats :**

L'exploitant dispose d'un document "Demande d'Acceptation Préalable (DAP) de déchets inertes" référencé V20230406.

Ce document contient les informations réglementaires ci-dessus.

L'inspection a vérifié par sondage les DAP liés aux chantiers suivants :

- DAP du 4 décembre 2025 :
  - . producteur : Communauté de Communes Auxonne Val de Saône
  - . demandeur et transporteur : entreprise Roger Martin
  - . origine des déchets : rue du Château à Auxonne (21)
  - . tonnage : 2 300 t
  - . déchets : terres inertes et gravats.

**Ce document est correctement renseigné et signé par le producteur des déchets et les différents**

<p>intermédiaires.</p> <p>- DAP du 31 octobre 2023 :  . producteur : COLRUYT  . demandeur et transporteur : entreprise Henri Martin  . origine des déchets : rue du Luxembourg à tavaux (39)  . tonnage : 2 300 t  . déchets : terres inertes et gravats.</p> <p><b>NON-CONFORME : ce document est correctement renseigné, mais il n'est pas signé par le producteur des déchets, mais uniquement par le demandeur.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de veiller à ce que les DAP soient correctement renseignés et signés par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 4 : Opérations de contrôle

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/06/2020, article 23.bis.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant.</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.</p> <p>La détection des goudrons est réalisée à la réception des mélanges bitumineux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant par la mise en place d'un système à badge.</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'agent présent à la bascule à l'entrée de l'installation et une photo de tous les apports est effectuée au niveau de la bascule. Les enregistrements sont conservés par voie numérique.</p> <p>L'exploitant précise que la détection des goudrons est réalisée à la réception des mélanges</p>

bitumineux (présence de la bombe avec produit révélateur dans le bungalow), le cas échéant (il n'a pas été vérifié la traçabilité de cette détection).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Accusé d'acceptation**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/06/2020, article 23.bis.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document préalable sus-cité par les informations minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;</li> <li>• la date et l'heure de l'acceptation des déchets.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour les livraisons des déchets acceptés, l'exploitant délivre un bon d'entrée de matériaux avec les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;</li> <li>• la date et l'heure de l'acceptation des déchets.</li> </ul> <p>Sur les bons vérifiés par sondage, il est également indiqué les références du chantier d'origine des déchets, ce qui fait le lien et la traçabilité avec le document d'acceptation préalable dûment signé par les différentes parties prenantes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Registre d'admission**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/06/2020, article 23.bis.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient un registre d'admission. Il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la date de réception</li> <li>• l'accusé d'acceptation des déchets</li> <li>• la nature du déchet entrant (avec son code déchet)</li> <li>• le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets (lieu de production)</li> <li>• le nom et l'adresse du ou des transporteurs</li> <li>• le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets (en référence à l'annexe de la Décision n°20001532/CE du 03 mai 2000)</li> <li>• la masse des déchets, mesurée par pesée à l'entrée de l'installation</li> <li>• le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement</li> </ul>



<ul style="list-style-type: none"> <li>• le cas échéant, le motif de refus d'admission.</li> </ul> <p>Ce registre est conservé pendant au moins dix ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant tient un registre d'admission (format papier). Sur ce registre, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté les informations ci-dessus.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Plan topographique

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/06/2020, article 23.bis.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>NON-CONFORME : l'exploitant a présenté un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité, néanmoins celui-ci est daté de fin 2024, il est donc à mettre à jour.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Transmettre le plan topographique du site, à jour, permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre d'admission des déchets inertes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 8 : Cas de refus

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/06/2020, article 23.bis.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas de refus, l'exploitant communique au Préfet, au plus tard 48 heures après, les informations contenues dans le registre d'admission.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>NON-CONFORME : l'exploitant a bien mis en place un registre des refus d'admission, avec les différentes informations. Néanmoins, il ne communique pas au Préfet, au plus tard 48 heures après, les informations contenues dans ce registre.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois